

**POUR LE
BOULEVERSEMENT
DU MONDE**



Anari' Chronique

**POUR LE BOULEVERSEMENT DU
MONDE**



Anari' Chronique

Für die Umwälzung der Welt, traduit de l'allemand de *Aufruhr* (Zurich) n°9, juillet 2013. Traduit et publié dans le n°4 de la revue anarchiste de critique sociale *Subversion* en octobre 2014.

Septembre 2016

Pour toute commande, pour correspondre, pour consulter d'autres documents :

anarchronique@riseup.net

anarchroniqueeditions.noblogs.org

De nombreuses personnes semblent manifestement n'avoir aucun problème avec les rapports existants. Que ce soit parce qu'elles se trouvent du côté de ceux qui en profitent, ou tout simplement parce qu'elles s'accommodent de cette mentalité servile et conformiste que l'économie insuffle aujourd'hui partout. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas à ces personnes que je veux m'adresser ici. Dans cet article, j'aimerais dialoguer avec celles et ceux que je ne cesse malgré tout de rencontrer, et qui ont encore au coeur un désir de liberté.

Comme je le constate souvent au cours de maintes discussions et conversations, les idées de liberté défendues par les anarchistes semblent être au fond largement partagées - du moins en théorie, en tant qu'idées, comme *un rêve inaccessible...* En fin de compte, nombreuses sont celles et ceux qui connaissent à travers leur quotidien les problèmes dont nous parlons. Notre rejet de maints aspects de la société actuelle, d'autres l'éprouvent aussi en leur for intérieur. En effet, à qui cela plait-il de soumettre sa volonté et sa dignité à une autorité quelconque ? Qui aime être sans cesse commandé par des chefs, des fonctionnaires et des policiers ? Risquer d'être puni et enfermé pour chaque « faux pas » selon des lois établies par d'autres ? Devoir batailler contre l'Etat et sa bureaucratie qui s'immiscent dans tous les aspects de notre vie ? Qui aime devoir se vendre pour pouvoir survivre ? Faire exploiter ses capacités par quelque nabab qui s'enrichit sur nos efforts ? Finalement, à qui cela plait-il de vivre dans un monde qui repose sur l'exploitation et l'oppression ? Qui ne préférerait pas vivre dans un monde de solidarité et de liberté ?

Et pourtant, une immense variété d'arguments sont employés pour se plier à ces conditions. Bon, je n'aborderai pas ici les arguments selon lesquels ces conditions ne seraient pas perçues comme de l'oppression et un manque de liberté. Si on ne les ressent pas ainsi, on n'a évidemment guère de raisons de lutter contre (mais pas plus le droit d'empêcher d'autres de le faire, s'ils le ressentent ainsi). Je laisserai aussi de côté les arguments qui affirment que même si tout cela est désagréable, cela n'en est pas moins nécessaire, puisque le principe d'autorité fait irrémédiablement partie de la nature humaine. La critique de cette affirmation mériterait d'être approfondie ailleurs.

Dans cet article, je partirai du constat que je tire, comme beaucoup d'autres, de cette réalité : que cela n'est certainement pas la liberté, que la liberté doit être quelque chose de complètement différent. Ce faisant, je m'adresse donc à celles et ceux qui partagent ce constat.

Par ailleurs, je pars aussi de la conviction que la liberté qui doit donc se trouver

au-delà de l'existant, est néanmoins accessible, qu'elle peut être réalisée et gagnée. Si le premier constat est assez largement répandu, de nos jours cette conviction se fait en revanche bien trop rare.

Il s'agit pour moi de creuser ici cette possibilité d'un tout autre chemin, d'un combat vers la liberté.

JUSTE UN RÊVE INACCESSIBLE ?

Les rapports décrits auparavant, l'existence d'autorités de toutes sortes qui exigent notre soumission, d'exploiteurs de tout poil qui s'enrichissent sur notre travail, ne constituent pas qu'une réalité personnelle. Ce sont aussi depuis des lustres les fondements du monde social dans lequel nous vivons. Même si ces rapports apparaissent souvent aujourd'hui plus rationnels, plus subtils, plus finement entrelacés et plus démocratiques qu'auparavant, ils n'en sont pas moins, ou plutôt ils en sont d'autant plus profondément ancrés. C'est pourquoi je pense que si nous ne voulons tout simplement pas les accepter, nous devons concevoir un bouleversement qui soit tout aussi fondamental : une révolution sociale qui fasse disparaître toutes les institutions barrant le chemin à la vie libre dont nous rêvons. Lorsque je parle de la conviction que la liberté peut être obtenue par la lutte, je parle donc d'une immense tâche de bouleversement des rapports, de la destruction de structures et de la création d'une vie sur d'autres bases. Cette tâche ne pourra certainement pas être réalisée du jour au lendemain, mais si nous ne voulons pas l'abandonner au domaine des simples rêves inaccessibles, il nous faut l'entreprendre dès maintenant.

A peine ai-je dit cela, que déjà se font entendre, y compris chez celles et ceux qui au fond se reconnaissent dans les mêmes problèmes et dans les mêmes idées libertaires, les objections les plus diverses : *«Mais qu'est-ce que je peux faire ?», «Nous sommes trop peu nombreux», «Le changement nécessaire est beaucoup trop grand», «Même si nous nous défendons, cela ne changera rien», «Si nous attaquons les autorités aujourd'hui, elles nous puniront demain»,* etc, etc. Avec de tels arguments résignés, d'ailleurs entretenus par le modèle de pensée dominant, beaucoup tentent de se dissuader eux-mêmes de faire ce pas vers la révolte, qui est pourtant la condition nécessaire pour changer quelque chose.

C'est ainsi qu'on accepte trop souvent, y compris à contre-cœur, les conditions qui nous sont imposées, qu'on fait le choix du «moindre mal», et qu'on finit par traverser péniblement l'existence. On se met un masque pour ne pas avoir à se

regarder dans le miroir le matin, on enterre ses vieux rêves ou on s'y noie à coup de dépression, frustration, cynisme et oubli de soi dans l'étourdissement...

Voilà malheureusement des manières trop fréquentes de composer avec les conditions existantes (ou justement de ne pas faire avec). Un autre chemin, certainement pas plus simple, mais en tout cas plus fier, plus beau et plus riche de perspectives, consiste selon moi à oser faire ce pas vers la révolte. Un pas qui requiert certes du courage et de la volonté, mais donne en même temps de la force et de la confiance en soi. Ce pas surgit d'une décision intérieure et ne passe pas par des calculs. C'est la décision de ne plus juste subir et de ne plus simplement accepter, mais de prendre sa vie en main, de développer de manière autonome ses propres idées et d'aborder sa propre lutte vers la liberté - en partant d'où l'on se trouve.

Il s'agit donc de quitter le domaine des *rêves inaccessibles* pour les transformer en élan vers un agir concret dans la réalité.

« Ceux qui envisagent le but dès les premiers pas, ceux qui veulent la certitude de l'atteindre avant de marcher n'y arrivent jamais... Nous n'avons pas besoin de connaître si nous réussirons, si les hommes arriveront à vivre dans une harmonie assez grande pour assurer le complet développement de leur individualité, nous avons à faire les gestes pour que cela soit, à aller dans le sens que déterminent juste et notre raisonnement et notre expérience. »

Albert Libertad, 1908

LA RÉVOLTE

Ainsi, la révolte -comme acte mental et physique, souvent nécessairement violent, de rébellion contre les idées, les structures et les hommes qui permettent et maintiennent l'oppression et l'exploitation- me semble être le préalable indispensable pour pouvoir réellement changer les rapports existants. Mais ce n'est pas que cela. Il me semble important de souligner d'emblée ici qu'avant toute estimation des résultats qui peuvent être obtenus, la révolte est un acte de reconquête de sa propre dignité. C'est la confirmation que l'on est encore vivant dans un monde sans vie et empreint de docilité. La révolte renforce l'individualité au sein d'une société engluée dans une mentalité de troupeau. Elle n'est donc pas

seulement «opportune», mais constitue une *nécessité vitale* pour celles et ceux qui ne veulent plus se soumettre.

Vue sous cet angle, que ne comprendront jamais les sociologues démocrates analysant pour le compte de l'Etat les explosions sociales actuelles, la révolte n'a pas besoin de listes de motivations ou de revendications pour se justifier. Vue sous cet angle, que ne comprendront jamais non plus les comptables de la révolution, qui au service de leur idéologie et de leur programme condamnent les rebellions incontrôlées, elle n'a pas non plus besoin de présenter des résultats pour être précieuse. La valeur de la révolte réside en elle-même.

Cependant, pour pouvoir devenir une force transformatrice au niveau social, elle doit évidemment être liée à une perspective. Une perspective où nous nous dotons des idées, des analyses et des moyens nécessaires pour porter en avant ce projet révolutionnaire de bouleversement social. Les idées de la vie que nous désirons se développent à travers la discussion et le conflit, avec soi-même et dans notre rapport à la réalité. Nous analysons les raisons et les origines de ce que nous voulons combattre afin de pouvoir agir de manière appropriée. Nous cherchons les moyens pour pouvoir répandre socialement nos propositions, par les mots et par les actes.

Là, étant donné l'ampleur du changement nécessaire à laquelle se voit nécessairement confrontée une perspective révolutionnaire, revient de manière incessante l'objection que nous sommes peu nombreux.

LE CONFLIT SOCIAL

Il est vrai que nous sommes peu à lutter pour un bouleversement de ces rapports, face à l'inertie des mentalités actuelles et la paix sociale qui tente de s'imposer entre exploités et exploités, entre pauvres et riches. Mais c'est aussi une vieille banalité que de dire que tout ce qui est devenu grand a commencé petit. Il serait donc absurde de ne pas agir, juste parce que nous sommes peu. Mais surtout, je tiens à souligner que le fait d'être peu ne signifie pas être isolés.

Même si rares sont celles et ceux qui se révoltent aujourd'hui dans ce pays, celles et ceux qui vivent dans leur chair le conflit de cette société ne sont par contre pas rares. Le principe d'autorité et de propriété sur lequel elle repose depuis toujours crée une séparation et une inégalité qui traversent l'ensemble du paysage social :

entre quelques riches et une grande partie de pauvres, entre quelques privilégiés et une grande partie d'exclus, entre quelques dirigeants et une grande partie de subordonnés. Ces rapports contiennent un immense potentiel de conflit qui, aux cris d'Égalité et de Liberté, a mené dans l'histoire à d'innombrables soulèvements voulant mettre un terme à cet ordre de privilèges.

Conscients de ce potentiel conflictuel et soucieux de préserver leur position, ceux qui profitent de cette inégalité tentent de diverses manières de nous dissuader de nous révolter, de pacifier artificiellement ou de mettre ce conflit sous le tapis.

Mais tant que durera cette inégalité, je pense que ce conflit ne pourra pas être pacifié, qu'il continuera d'exister, y compris de manière larvée. Aujourd'hui, de par l'aliénation croissante, ses raisons semblent généralement être moins clairement identifiées, et cela le mène aussi à s'exprimer de manière souvent irrationnelle, à travers une violence indiscriminée, des dépressions, l'oubli de soi dans l'étourdissement ou le suicide. Je pense que ce conflit ne pourra être résolu qu'en étant porté jusqu'au bout. Jusqu'à ce que nous vivions dans un monde qui ne soit plus séparé, où plus personne ne s'enrichira aux dépens des autres, mais où la liberté de toutes et tous s'étendra à travers la liberté des autres.

La révolte, même d'une minorité, dans la mesure où elle s'inscrit dans ce conflit réel que beaucoup portent en eux, n'est donc pas isolée. Signe et manifestation de ce conflit social, elle peut contribuer à identifier plus facilement les causes et les responsabilités des rapports de domination, permettant ainsi de les attaquer. Même ponctuelle et limitée, la révolte contient toujours la possibilité de son extension en encourageant et en aidant d'autres personnes à se révolter à leur tour.

En fin de compte, l'histoire ne nous a-t-elle pas montré à maintes reprises que l'action courageuse et déterminée d'une minorité révoltée a réussi à faire sortir ce qui couvait à l'intérieur de beaucoup d'autres, précipitant des insurrections et des révolutions (les soulèvements de 2011 en Afrique du Nord en sont les exemples les plus récents) ?

UNE AUTRE CONCEPTION DE LA FORCE

L'argument selon lequel nous serions trop peu et l'ennemi trop grand correspond souvent à une conception qui considère la lutte sociale dans une logique militaire :

c'est une conception selon laquelle il faudrait opposer au colosse de l'Etat et ses forces de l'ordre un colosse tout aussi grand, capable de leur tenir tête. C'est également la conception de nombreuses organisations révolutionnaires, plus ou moins autoritaires, qui cherchent à recruter des membres partout et visent à centraliser les forces en leur sein. Anarchistes, nous avons une toute autre conception de la lutte sociale et de la force.

A la force brute et quantitative du pouvoir qui s'exprime dans une logique militaire et centralisatrice, nous ne voulons pas opposer un «contre-pouvoir» reposant sur la même logique, mais la force sociale et qualitative de la liberté. Une force basée sur les principes de décentralisation et d'autonomie des individus. Nous n'avons pas pour objectif de transformer les individus en masse, mais souhaiterions que les masses deviennent des individus. Des individus qui ne suivent pas un quelconque guide ou l'idéologie du moment, mais qui se battent pour leurs propres idées, libération et épanouissement. La liberté, la lutte pour la liberté, doit venir de tous et de chacun, pas de quelque organisation prétendant représenter les individus, sinon il s'agit d'une nouvelle imposition (et combien de fois dans l'histoire avons-nous vu le désir de liberté ainsi trahi ?).

Au-delà de ces aspects, les anciennes organisations de masse, comme les syndicats et les partis aux tendances révolutionnaires, sont aujourd'hui manifestement dépassées. Non seulement leur forme centralisée est contradictoire avec toute perspective antiautoritaire, mais elle ne correspond en outre plus du tout à la réalité actuelle. La concentration des exploités dans des usines ou des quartiers ouvriers, qui a jadis favorisé cette forme d'organisation dans la mesure où elle pouvait s'appuyer sur une condition d'exploitation largement partagée et sur une certaine «conscience de classe», n'existe pratiquement plus aujourd'hui, du moins sous nos latitudes. Le spectre de la «classe ouvrière» a disparu du panorama social (ce qui ne signifie évidemment pas que les prolétaires, les exclus, les exploités aient disparu). L'ensemble de la production capitaliste, et donc l'exploitation par le travail et les conditions de cette exploitation, ont été massivement dispersées et fragmentées, principalement suite à l'introduction de nouvelles technologies. Nous nous trouvons donc face à une toute autre réalité qu'il y a seulement quelques décennies.

Contrairement aux organisations de masse centralisées, nous proposons la création la plus diffuse possible de groupes de base autonomes et auto-organisés. Des groupes qui peuvent être constitués partout où des personnes partagent une certaine condition d'oppression, mais de manière temporaire et évolutive. Ces groupes n'ont donc pas pour objectif de croître à l'infini, mais de mener une

lutte active et auto-organisée dans un rapport de conflictualité permanente, sans négociations visant à alléger ou même supprimer certaines conditions d'oppression. Afin de conserver leur autonomie, ils reposent sur l'indépendance vis-à-vis de tout parti et de toute organisation politique, ainsi que sur le refus de la délégation. L'action directe et l'initiative individuelle constituent leur force motrice.

« Les uns voudront une grande concentration de forces, les autres une immense dissémination des forces; les uns proposeront la formation d'un corps colossal capable d'attaquer et de faire face à l'Etat, les autres défendront la création d'un nombre illimité de petits corps ou groupes au milieu desquels, comme dans une toile, le monstre finira fatalement par être pris. En d'autres termes, tout le terrain se trouvera divisé entre les révolutionnaires aux pratiques autoritaires, et les anarchistes, qui au problème de l'action répondront: Anarchisme.»

Carlo Cafiero, 1881

Cette conception diffuse de la lutte correspond aussi à l'aspiration d'une révolution *sociale* et pas seulement *politique*. En effet, on ne peut pas combattre la domination simplement en prenant d'assaut le Palais d'Hiver ou le Parlement. La domination se manifeste dans tous les domaines du quotidien, à travers d'innombrables institutions, fonctions, modèles de pensée, relations et comportements. Il faut donc la combattre avec de grandes comme avec de petites actions, partout et au quotidien.

Un autre facteur plaide en faveur d'une conception diffuse de la lutte sociale : l'évolution de la structure capitaliste elle-même. La flexibilisation et la décentralisation de l'économie par la liquidation des grands complexes industriels et une fragmentation de la production ont aussi pour conséquence que les artères qui assurent le fonctionnement du système (transports, énergie, communication etc.) sont massivement dispersées, et donc plus vulnérables et possibles à attaquer de manière décentralisée...

L'objectif d'une diffusion la plus grande possible de groupes et d'individus agissant de manière autonome (qui peuvent aussi naturellement se retrouver lors de moments massifs) repose ainsi sur une conception de la force qui s'oppose de manière asymétrique à la force brute, quantitative et centralisée du pouvoir.

AUTOGESTION

Si nous abordons la question de la révolution sociale, nous devons aussi nous poser celle de l'autogestion dans une société sans Etat et sans gouvernement. A mon avis, cette question doit également être reconsidérée à la lumière des changements de ces dernières décennies.

L'objectif des anciennes structures syndicales révolutionnaires, y compris anarchistes, était de construire les bases de la société libérée à venir, c'est-à-dire après avoir arraché les moyens de production aux capitalistes, en autogérant la production sans chefs et sans propriété pour le bien de tous. Aujourd'hui, l'introduction des nouvelles technologies dans pratiquement tous les domaines de la production a conduit, en plus des ravages mortels produits par l'industrie nucléaire, chimique et de l'armement, à une démultiplication de la spécialisation, de la hiérarchie et de l'aliénation. Nous devons donc nous demander si nous voulons réellement conserver cette production. Je pense pour ma part que la majeure partie des structures productives actuelles ne peuvent être organisées dans un sens libertaire et ne devraient donc pas être autogérées, mais détruites.

La liberté ne peut plus simplement signifier l'autogestion de la société sans Etat. Elle doit être l'autogestion d'une nouvelle vie sur de toutes autres bases, et ne doit donc pas avoir peur des ruines.

Et un des points de départ pour les bases autogestionnaires nécessaires à une société libre (selon le vieux principe communiste : à chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins) pourra justement être les expériences disséminées de groupes de base autonomes qui, dès aujourd'hui, expérimentent dans leur lutte l'auto-organisation autonome.

INSURRECTION

Comme nous aspirons à un bouleversement fondamental de la société existante, notre action, sous ses innombrables formes, en mots ou en actes, légale ou illégale, individuelle ou collective, vise à favoriser -à plus ou moins long terme- les actes insurrectionnels nécessaires à un tel bouleversement. Par bouleversement, j'entends le fait de secouer et de chasser l'habitude séculaire de l'autorité, de

l'Etat et de ses institutions, au profit d'une auto-organisation directe dans tous les domaines, reposant sur le soutien mutuel et l'autonomie d'individus décidant librement de se regrouper. Ce bouleversement ne se produira évidemment pas comme par magie au moment de l'insurrection, mais une rupture violente du cours normal des choses pourra lui procurer l'espace et le temps nécessaires.

Par ailleurs, l'insurrection est également nécessaire pour attaquer concrètement ce qui rend l'Etat possible et éviter ainsi qu'il ne resurgisse : j'entends par là la destruction des services et équipements administratifs (archives, données d'identité etc.), financiers (registres de propriété, réserves d'or nationales, etc.) et répressifs (structures policières et militaires, prisons, tribunaux, etc.), ainsi que la fin du monopole de la violence (par l'armement généralisé)...

Il est évident qu'une révolution sociale n'est pas le fait d'une seule insurrection, de quelque Grand Soir quelque part dans le futur, mais qu'il s'agit d'un processus lent et permanent qui commence avec notre action aujourd'hui, et au sein duquel les insurrections ne constituent qu'une phase d'accélération, la phase d'un possible *saut*.

Je parle d'un processus permanent, dans le sens où la liberté n'est pour moi pas un état qui peut être installé et conservé au sein d'une «structure». C'est une tension, un élan des individus recréant constamment le monde. En ce sens, en cas d'insurrections et de révolutions, il est également nécessaire de continuer à combattre sans trêve ceux qui tentent d'imposer une nouvelle domination, un nouveau régime, un nouvel état figé, trahissant à nouveau l'élan vers la liberté. Car tant qu'il y aura des gouvernements, quelque soit leur forme et même s'ils prétendent agir au nom de la liberté, ils s'imposeront par la force à certains. Et comme le disait un vieil anarchiste : tant que tous les hommes ne sont pas libres il ne peut y avoir de liberté, et dans ce cas je ne le suis pas non plus complètement.

Déjà paru

-**Individus ou citoyens**

-**La tension anarchiste**, Alfredo Bonanno

-**La Peste religieuse**, Johann Most

-**Lettres sur le syndicalisme**, Bartolomeo Vanzetti

« Comme nous aspirons à un bouleversement fondamental de la société existante, notre action, sous ses innombrables formes, en mots ou en actes, légale ou illégale, individuelle ou collective, vise à favoriser -à plus ou moins long terme- les actes insurrectionnels nécessaires à un tel bouleversement. Par bouleversement, j'entends le fait de secouer et de chasser l'habitude séculaire de l'autorité, de l'Etat et de ses institutions, au profit d'une auto-organisation directe dans tous les domaines, reposant sur le soutien mutuel et l'autonomie d'individus décidant librement de se regrouper. Ce bouleversement ne se produira évidemment pas comme par magie au moment de l'insurrection, mais une rupture violente du cours normal des choses pourra lui procurer l'espace et le temps nécessaires. »